



CONTRE LA RETRAITE A POINTS

LE COMBAT CONTINUE

NPA OUI, NOUS IRONS JUSQU'AU RETRAIT !

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 19 FEVRIER 2020

Ce lundi, l'examen du projet de loi sur la réforme des retraites a démarré à l'Assemblée Nationale. Le calendrier parlementaire va ainsi s'étendre sur plusieurs mois avec l'intention, de la part du pouvoir, de faire voter sa loi avant l'été, malgré le fait que la majorité de la population y reste opposée.

UN GOUVERNEMENT ISOLÉ MAIS BRUTAL

Les sondages montrent que la bataille des idées a été gagnée par les opposants à cette réforme et Macron est aujourd'hui au plus bas dans les sondages.

L'avis du Conseil d'état, qui critique vivement le gouvernement et son projet, indique que même du côté des institutions, la « méthode Macron » ne passe pas. Et si nous n'avons rien à attendre de ces institutions, ces avis contribuent aussi à la perte de légitimité de ce pouvoir.

L'étude d'impact et les simulations qu'il ose présenter sont dénoncés par les économistes de droite et de gauche comme un enfumage. En creusant un peu, il en ressort une baisse considérable des pensions pour quasiment toutes et tous, y compris sur les pensions des actuels retraités.

Malgré l'impopularité de sa réforme, le pouvoir est pourtant déterminé à passer en force. Et comme tout pouvoir sur la défensive, le gouvernement mise sur la brutalité.

Brutalité au Parlement avec la procédure accélérée, le choix de recourir à 29 ordonnances échappant à tout débat pour arrêter des éléments essentiels du futur système de retraite, le recours peut-être à l'article 49-3 pour abrégé les débats...

Violence aussi dans les dénonciations des grévistes, le recours aux réquisitions, les matraquages et gazages des manifestants, des enseignants ou des lycéens.

UN GOUVERNEMENT DE MENTEURS

En dévoilant la réforme des retraites, le premier ministre s'était engagé à ce que le pouvoir d'achat des futurs "points" de retraite soit garanti par leur

"indexation sur les salaires". Or, il a fallu les travaux de la Commission spéciale de l'Assemblée pour qu'on découvre que le projet de loi prévoit que la valeur du « point » ne sera pas indexée sur les salaires, mais sur un nouvel indicateur qui n'existe pas encore et dont on ne sait rien: le "revenu moyen d'activité par tête".

Mais à ce propos, tout le monde se souvient de la confiance faite par Fillon en 2016, devant un parterre de patrons amusés, leur expliquant que « le système de retraite par points [...] en réalité, ça permet une chose qu'aucun homme politique n'avance, ça permet de baisser chaque année le montant des points, la valeur des points et donc de diminuer le niveau des pensions ».



UN DEUXIÈME SOUFFLE POUR REPARTIR TOUTES ET TOUS ENSEMBLE

Aujourd'hui, après deux mois de grève reconductible à la SNCF et à la RATP, la mobilisation connaît un moment de repli, en particulier durant cette période marquée par les vacances scolaires, mais elle demeure bien vivante et se manifeste de bien des façons.

Les hospitaliers étaient à nouveau des milliers dans les rues, vendredi dernier, à Paris et dans tout le pays, pour dénoncer la catastrophe annoncée dans les hôpitaux. Les avocats poursuivent leur grève, les vacataires et

précaires de plusieurs secteurs, dans les universités, parmi les travailleurs saisonniers des stations de ski, se mobilisent. L'intersyndicale appelle à une nouvelle journée de grèves et de manifestations interprofessionnelles ce jeudi 20 février.

Le mouvement cherche un second souffle pour créer les conditions du tous ensemble qui a manqué, débouchant sur une grève générale bloquant le pays, seule à même de faire reculer Macron et sa réforme.

Pour cela, le NPA propose que soit organisée une grande manifestation nationale à Paris rassemblant tous les secteurs en lutte qui soit un nouveau point de départ pour repartir en grève reconductible.

RENAULT : FACE AU CHANTAGE REFUSONS TOUTE SUPPRESSION D'EMPLOI

Comme par hasard, c'est au moment où vont commencer les négociations salariales et celles sur le prochain accord de « compétitivité » que la direction annonce de mauvais chiffres pour 2019, ce qui justifierait un plan d'économies de deux milliards, sans « *tabou sur les fermetures d'usines dans le monde et en France* », selon Clotilde Delbos, Directrice générale par intérim. Ce qui n'empêchera pourtant pas Renault de verser 312 millions d'euros de dividendes à ses actionnaires. Cherchez l'erreur !

Pour faire le sale boulot, Renault promet à son nouveau directeur général - Luca De Meo - une rémunération supérieure à celle de Carlos Ghosn. Avec le chantage à l'emploi, ils vont essayer de nous faire accepter les suppressions d'emplois et de nouveaux sacrifices "nécessaires", selon eux, pour améliorer la compétitivité. Avec toujours cette même mise en concurrence des salarié.e.s des différents groupes de l'automobile à l'échelle mondiale. Il s'agit bien sûr avant tout de rassurer les actionnaires. C'est leur logique ! Refusons d'avance d'en être une fois de plus les victimes : n'acceptons ni sacrifices, ni suppressions d'emplois et exigeons, enfin, l'embauche des intérimaires.

MICHELIN : RAPIAT JUSQU'À LA JANTE !

Le site Michelin de La Roche-sur-Yon, en Vendée, doit fermer d'ici à la fin de l'année : 619 salarié.e.s privé.e.s d'emploi. Un vrai scandale, surtout qu'avec le 0,6 milliard de dividendes versés en 2019 à ses actionnaires, il y avait de quoi pérenniser l'emploi de ces 619 salarié(e)s pendant au moins 25 ans.

Mais ce n'est pas tout : Michelin se montre rapiat jusqu'à la jante. Un avantage acquis permet en effet aux salariés « Michelin » d'équiper leur véhicule de quatre pneus pour le prix d'un. Un privilège sûrement insupportable pour les actionnaires. La direction de l'usine a demandé aux salariés licenciés de rendre ces pneus ou de les rembourser. Et de préciser: « *ces pneus sont la propriété de Michelin . Ce n'est pas un don, c'est un avantage lié au contrat de travail, ils sont mis à disposition pendant sa durée.* » Michelin et sa direction nous montrent jusqu'où peut aller l'obsession du profit ! Il aura fallu que la protestation gronde pour que la direction revienne sur cette décision. Mais pas sur celle de licencier.

AVEC LES PERSONNELS DU SECTEUR, DÉFENDONS LE DROIT A LA SANTÉ

A nouveau en grève et dans la rue le 14 février, les personnels des EHPAD, des urgences - et des hôpitaux en général - tirent depuis deux ans la sonnette d'alarme. Le système de santé est dévasté : la Sécu rembourse de moins en moins bien et les tarifs des mutuelles explosent ; trouver un nouveau médecin devient difficile, et il y a des mois d'attente pour un rendez-vous de spécialiste, sans compter les dépassements d'honoraires; les services d'urgence sont débordés, les hôpitaux financièrement asphyxiés ; beaucoup d'enfants en

situation de handicap restent sans prise en charge... Et si des centaines de chefs de service des hôpitaux font la grève de leurs tâches administratives, c'est bien que la situation est devenue intolérable. Quand l'hôpital est sacrifié à l'autel de l'austérité budgétaire, les personnels sont épuisés et la santé des patients en danger. Quand les personnels de santé réclament des moyens, ils et elles se battent pour le droit à la santé de tous et toutes. Et ce n'est pas le dernier changement de ministre qui va les faire taire.

STATIONS DE SKI : POUR LE DROIT DE VIVRE, EN PISTE CONTRE LA PRÉCARITÉ

Samedi dernier, la grève nationale des saisonniers, lancée par la CGT et FO, a été suivie dans des dizaines de stations. Salarié.e.s embauché.e.s pour une saison, ils et elles prennent en effet en pleine figure la réforme de l'assurance chômage. Depuis novembre 2019, il leur faut six mois de travail sur 24 mois pour avoir droit au chômage: au lieu de quatre sur 28 mois auparavant. Même en additionnant petits contrats d'hiver et petit contrats d'été, difficile d'y arriver.

Dans des régions qui vivent au rythme du tourisme, c'est l'alternance petits contrats-chômage qui est la règle. Privé.e.s d'allocation chômage, c'est la misère qui les attend, comme des centaines de milliers d'autres précaires. Et quand bien même le cap des six mois serait atteint, un nouveau mode de calcul va faire baisser le montant des allocations à partir d'avril. La grève de samedi dernier : un mouvement de colère qui en appelle d'autres, à une plus large échelle et mérite toute notre solidarité.

AUX CÔTÉS D'ISRAËL, TRUMP PIËTINE LES DROITS DES PALESTINIENS

Depuis longtemps, les palestiniens savent qu'il n'y a plus rien à attendre des autorités américaines. Encore moins avec Trump. Depuis 1967, sous les yeux d'une communauté internationale paralysée, les dirigeants d'Israël bafouent les résolutions de l'ONU : territoires palestiniens occupés, colonies israéliennes en terre palestinienne... Après le déménagement à Jérusalem de l'ambassade américaine, le soi-disant «plan de paix» de Trump donne entièrement raison à Netanyahu. Il ouvre la voie à l'annexion par Israël des rives du Jourdain, entérine comme un fait accompli les colonies israéliennes et l'annexion de Jérusalem-Est. Ne resteraient aux palestiniens que des bouts de territoire séparés les uns des autres, reliés par des ponts, des tunnels ou des routes sous contrôle israélien. Une véritable provocation.

Macron et son gouvernement ont « *salué les efforts du Président Trump* ». Une complicité honteuse ! Notre solidarité, à nous, va au peuple palestinien.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA
www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique